

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible TAFTA

Secrétaire d'État au commerce extérieur, Matthias Fekl n'est pas une bête de scène médiatique. Mais c'est un homme courageux. Dans un entretien accordé à Sud-Ouest, il menace les États-Unis de suspendre les négociations sur le traité transatlantique de libre-échange qui est en discussion entre Washington et Bruxelles.

La raison de cet avertissement ? Le secret des négociations qui ont lieu « *derrière les portes closes de grands hôtels internationaux dont rien ne sort.* » De fait, les États-Unis ont exigé que les documents en discussion ne soient consultables que dans les salles de lecture sécurisées de la Commission européenne ou dans les ambassades états-uniennes. À la différence des parlementaires yankees, ceux des différents États européens n'ont pas la possibilité de consulter ces documents. À entendre Matthias Fekl, les ministres sont à peine mieux informés.

Jusqu'à présent, François Hollande et Laurent Fabius n'ont pas fait écho aux propos du secrétaire d'État. Il importe que les autorités françaises confirment leur menace à l'occasion de l'ouverture de la onzième session de négociations, le 19 octobre à Miami.

Grèce

Les racines du mal

Économie
Le prodrome
de Stockholm

p. 4

Idées
Régis
Debray

p. 9

Fin de « modèle »

Volkswagen c'est l'Auto en tant que telle - *Das Auto*. Et l'auto, c'est la gloire de l'industrie allemande qui est la projection parfaite de l'Allemagne : qualité, compétitivité, respectabilité. Illusion : l'Allemagne est un pays capitaliste comme les autres.

L'Allemagne, c'est le pays qui a voulu faire croire qu'il avait fondé sa prospérité sur la vertu. Une vertu que ses voisins laxistes pouvaient atteindre en se modelant sur la rigueur exemplaire du gouvernement allemand, des lois allemandes, de l'industrie allemande, du travail allemand. Dans la petite Europe des traités, les élites ont repris la leçon, répétée jusqu'à complète soumission, sans prendre garde aux informations montrant que le capitalisme allemand était aussi pourri et pollueur que ses autres déclinaisons.

Dans la mère-patrie allemande, Volkswagen connu en 2005 son premier scandale, provoqué par les malversations du directeur des ressources humaines de Skoda, de quelques comparses et du directeur du personnel de VW, le social-démocrate Peter Hartz, auteur en 2002 du programme antisocial mis en œuvre par le social-démocrate Gerhard Schröder.

Au Brésil, Volkswagen fait l'objet d'une plainte de syndicats et de militants des droits de l'homme pour avoir collaboré de 1964 à 1985 avec la dictature militaire : des employés étaient arrêtés et torturés dans une usine proche de Sao Paulo et d'autres ont été persécutés après avoir été dénoncés à la police par des dirigeants de la firme.

Aux États-Unis, le constructeur allemand est accusé d'avoir installé sur ses modèles diesel un logiciel permettant de réussir les tests antipollution alors que les moteurs des Golf, Passat, Audi A 3 et autres marques dégageaient quarante fois plus de dioxyde de carbone que la quantité autorisée. Or ce gaz polluant provoque des malformations fœtales, des accouchements prématurés, des maladies cardiaques et des affections respiratoires. La direction de Volkswagen a avoué que le logiciel truqueur équipait onze millions de véhicules et se place ainsi au premier rang mondial des empoison-



neurs par tuyau d'échappement. Elle gagne aussi la palme du cynisme grâce à Martin Winterkorn, PDG de Volkswagen qui a mis du temps à démissionner mais qui se consolera en comptant sa cagnotte : 60 millions d'euros de retraite et de primes. Au pays des salariés à 400 euros par mois, c'est du plus bel effet...

Prédateur en col blanc, Herr Winterkorn est parfaitement représentatif d'une stratégie de filouterie qui consiste, pour Volkswagen et autres entreprises allemandes, à faire fabriquer leurs produits hors d'Allemagne, dans des pays où la main d'œuvre est bon marché et le taux de change avantageux - par exemple en Pologne, en Hongrie, en Tchéquie, en Bosnie-Herzégovine, au Maroc...

L'amende que devra payer le constructeur allemand est considérable - 16 milliards d'euros - et d'autres plaintes seront sans doute déposées, suite aux enquêtes effectuées dans divers pays. Il y a pire pour Volkswagen : l'atteinte durable à la réputation du groupe intervient au moment où sa stratégie mondiale est mise en échec. Comme l'austérité frappe les pays de la zone euro et réduit le pouvoir d'achat des Allemands, Volkswagen avait cru pouvoir assurer son développement en exportant ou en faisant fabriquer des véhicules au Brésil, en Russie et en Chine. Mais la firme a souffert des sanctions contre la Russie, le Brésil ne va pas bien et la croissance chinoise connaît un net ralentissement alors que la Chine est le principal marché du constructeur. Quant au marché étatsunien, sera difficilement accessible pendant plusieurs années...

La compétitivité allemande ne tenait pas à la qualité des productions ni à la rigueur de la gestion mais à des opportunités exploitées sans le moindre scrupule. De bons

observateurs (1) rappelaient récemment que Volkswagen, BMW et Daimler-Benz avaient convaincu Angela Merkel d'imposer à l'Union européenne le report de 2020 à 2024 de l'abaissement des normes de pollution - de 130 grammes de CO2 par km aujourd'hui à 95 grammes. Sous la pression des mêmes, la vitesse n'est toujours pas limitée sur les autoroutes allemandes.

Qui osera imposer aux Allemands le respect de la sécurité et de la santé publiques ?

Sylvie FERNOY

(1) <https://www.facebook.com/ModeleAllemand?ref=ts&fref=ts>

SOMMAIRE

P 1 : Cible : TAFTA - P 2 : Volkswagen : Fin de « modèle » - P 3 : Morâneries : C'est ki ki fait monter le Front ? - P 3 : Écho des blogs : On oublie les Balkans - P 4 : Économie : Le prodrome de Stockholm... - P 5 : Syrie : Soukhoï contre Rafale - P 5 : Brèves : Nigeria, Russie, Cambodge, Espagne, Roumanie - P 6-7 : Grèce : Les racines du mal - P 8 : Économie : Paul Jorion lecteur de Keynes - P 9 : Idées : L'histoire dont nous sommes en deuil ? - P 10 : Histoire : Fine équipe... - P 10 : 1914-1918 : La guerre à Liège - P 11 : Mercredis de la NAR - Braderie - Commission Exécutive - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : *Irreal politik*

C'est ki ki fait monter le Front ?

Quand, dans un pays, une classe politique et des médias dominants consacrent leur énergie, des jours durant, à commenter une ânerie proférée par une personne connue pour les déficiences de son entendement, c'est que ce pays file un très mauvais coton.

La dernière semaine de septembre fut celle du cirque Morano. L'ancienne groupie de Nicolas Sarkozy est connue par ses formules taillées à coups de serpe. Invitée chez Laurent Ruquier, Nadine, qui respire l'intelligence mais qui retient longtemps son souffle, s'est surpassée en déclarant que la France était un pays de « race blanche ». L'ânerie valait trois lignes méprisantes. Ce fut un déluge de commentaires indignés, de mises au point redondantes, de déclarations tonitruantes - suivi comme il se doit en pareil cas des réactions des anticonformistes officiels déclarant qu'on n'avait pas le droit d'interdire les mots interdits, tandis que les racistes patentés se pourléchaient les babines.

Il va sans dire que l'affaire Morano s'inscrit parfaitement dans le jeu **c'est ki ki fait monter le Front** qu'affectionne la haute société politico-médiatique. On le sait : il s'agit de pointer celui qui, de droite ou de gauche, commet ou semble commettre un **déravage** et d'enfermer le coupable dans la prison aux murs invisibles des

gens infréquentables. Jacques Sapir et Michel Onfray ont été récemment victimes de cette inquisition de chaisières hystériques. Typique du parisianisme, le procédé prêterait à rire si le tintamarre médiatique ne masquait pas une réalité tragique.

Tandis qu'on accablait du matin au soir Nana la Murène, la hausse du nombre des demandeurs d'emplois en août passait inaperçue. Vingt mille de plus, en catégorie A. Cela s'énonce comme une fatalité, après quelques bafouillages ministériels. Et comme Michel Sapin affirme que « *la reprise est à l'œuvre* », toute mauvaise nouvelle entre dans la liste des simples accidents de parcours. Cette présentation de la conjoncture est en tous points mensongère : la croissance est faible depuis des années - moins de 1 % par an - beaucoup trop faible pour créer des emplois. Trop faible, malgré la baisse de l'euro, du pétrole et des taux d'intérêt. Les fermetures d'entreprises ont augmenté de 7,6 % en un an et le nombre de chômeurs, toutes catégories confondues, dépasse les cinq millions.

Friands de comparaisons avec les années Trente, les petits inquisiteurs devraient se souvenir que c'est la politique de déflation qui a propulsé les hitlériens vers le pouvoir. En bonne logique, c'est Sarkozy, Fillon, Hollande, Valls, Sapin et Macron qu'ils devraient coucher sur leurs listes noires.

Annette DELRANCK

On oublie les Balkans

Les médias télévisés ont diffusé d'innombrables images de migrants qui traversent ou essaient de traverser les Balkans. Mais on ne s'inquiète pas du vaste mouvement d'émigration qui affecte gravement l'Europe balkanique - la Grèce bien entendu à cause de la sauvagerie des « *Mémoires* » ultra-libéraux, mais aussi les États issus de la désintégration yougoslave.

Grâce aux traductions d'articles de journaux de tous pays et de toutes tendances, le *Courrier des Balkans* (1) donne de nombreuses informations sur cette partie de l'Europe à tous égards sinistrée.

Dans les régions orientales de la Croatie, Slavonie et Baranja, l'émigration s'est accélérée depuis quelques mois : « *La situation est particulièrement inquiétante en Baranja, touchée par un très fort taux de chômage. De plus en plus d'emplois sont supprimés, si bien que les habitants se voient contraints de quitter le pays, et la situation n'est guère plus brillante en Slavonie.* » Ceux qui partent sont des médecins, des informaticiens, des ingénieurs, qui vont en Allemagne ou en Autriche parce que leur pays ne leur offre aucune possibilité de travailler.

Au Kosovo, selon *Albinfo*, les autorités reconnaissent qu'un quart des citoyens du pays habitent à l'étranger. À Suharekë, dans le district de Prizren, la proportion atteint le tiers : plus de 28 000 habitants sur 89 000 se sont expatriés.

« *Autrefois connue pour son économie prospère notamment grâce à son usine Ballkan et l'entreprise viticole Progres, Suharekë est sortie de la guerre complètement détruite et son économie n'a pas réussi à se relever. Au contraire, le processus de privatisation n'a fait qu'approfondir la crise et le chômage. Voilà d'ailleurs la principale raison pour laquelle les habitants de Suharekë ont décidé de prendre la route, principalement vers l'Italie, la France et la Slovaquie.* »

En Albanie, plus de 16 000 citoyens ont demandé l'asile dans un pays de l'Union européenne en 2014, soit une augmentation de 51 % par rapport à l'année précédente. Selon une enquête publiée en juillet dernier par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), près de « 67 % des jeunes albanais souhaitent quitter leur pays pour améliorer leur niveau de vie, obtenir un travail ou faire de meilleures études. »

Au lieu de mettre en œuvre un plan général de développement des Balkans après la chute des régimes communistes, l'Union européenne a encouragé l'application des « *thérapies* » ultra-libérales qui provoquent comme partout la désindustrialisation et le chômage et contraignent des populations de plus en plus nombreuses à l'émigration et aux retours forcés : depuis janvier 2015, 10 000 balkaniques ont été expulsés d'Allemagne et Berlin entend rejeter 75 000 demandes d'asile déposées par des ressortissants d'Europe orientale.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.courrierdesbalkans.fr/>

Le prodrome de Stockholm...

La doxa en sera pour ses frais : performances économiques, compétitivité et haut niveau de protection sociale sont compatibles, chacun des éléments peut même se montrer indispensable à l'existence des deux autres. Cette affirmation n'est pas une opinion ou un projet, c'est un constat.

On a bien tort de ne pas lever les yeux quand on regarde l'Europe. On fait toujours allusion aux modèles scandinaves sans jamais les regarder de près. À la demande de l'ambassadeur de Suède à Paris, une étude a été réalisée par Nathalie Morel et Joackim Palme, enseignants et chercheurs, l'une à Science-Po l'autre à l'université d'Uppsala. En février 2013, le très libéral magazine *The Economist* titrait à propos du pays : *The next supermodel*, et cela pourrait bien se révéler.

D'abord les résultats

La croissance économique : 6,5 % en 2010, année de l'après-crise financière, pour 2,5 % prévu cette année. Le budget de l'État excédentaire et la dette inférieure à 40 % du PIB. On pourrait penser que de tels chiffres ne peuvent être le fruit que de politiques de baisses drastiques des budgets publics et sociaux mais il n'en est rien. Le taux d'emploi est de 75 % pour 64 % en France et 65 % dans l'Union. Le taux d'emploi des femmes est de 73 % contre 61 et 59 %. Mieux encore : le taux d'emploi des seniors (55-64 ans) est de 74 %. En France, où on nous rebat les oreilles avec le recul de l'âge de départ en retraite, il n'est que de 42 %. Enfin, même pour les emplois les moins qualifiés, le taux atteint 66 % contre 42 et 52 %. On peut ajouter que pour les jeunes de 15 à 29 ans qui n'ont ni emploi ni formation, la proportion n'est que de 10 % contre 16 % dans les pays de l'OCDE et 17 % en France.

Comment les Suédois en sont-ils arrivés là ?

D'abord le poids de l'histoire et surtout un consensus sur le modèle à adopter et à conserver, crise ou pas crise, changement de la structure économique ou pas. Après 1945, les Suédois ont fait un choix : protéger population et travailleurs, avoir une politique familiale ambitieuse, investir dans le savoir et la compétence. La longue période de pouvoir social-démocrate a permis à cette politique, d'un keynésianisme affirmé et jamais démenti, de s'installer puis de prospérer. Les changements de majorité n'ont jamais porté atteinte à ce pilier de la politique du pays. Très tôt, les institutions nécessaires ont été mises en place. Cette politique volontariste est le fruit d'une négociation qui, pour avoir été longue, n'en a pas moins jeté les bases durables d'un système.

En Suède, on n'oscille pas entre plusieurs modèles sans jamais s'arrêter franchement sur un seul. Toutes les forces économiques et sociales s'y sont mises dans un pays où le taux de syndicalisation approche les 70 % quand il n'est que 8 % en France.

Comment sortir des crises ?

Les crises économiques, celle de 1990-1993 puis de 2008 n'ont pas épargné le pays. Dans la première période, le taux de chômage était passé de 1,6 à 8,2 % et le déficit budgétaire avait atteint 11 %. À l'époque, on a donc réduit les budgets publics en cherchant à ne jamais sacrifier la qualité du service et certains secteurs ont été épargnés comme celui de l'enfance et de l'Éducation. On a simplement fait alors le choix de privilégier les dépenses actives contre les dépenses passives, tout en augmentant fortement les impôts, bien répartis. Au pire de la crise, les prestations sociales n'ont baissé que de 10 %, et le taux de couverture, passé de 80 % à 72 % avant de retrouver son plus haut niveau. Cette poli-

tique est le fruit d'un consensus gauche/droite et a été acceptée par la population puisque le gouvernement social-démocrate qui les avait prises a été reconduit. De telles politiques de redressement n'ont été possibles qu'à une seule condition : pouvoir se servir de la monnaie, et de son cours, comme facteur équilibrant : pas d'euro, moins de problème !

Tout est-il si rose au pays de Carl-Gustave ? Bien sûr que non !

Le modèle est à la croisée des chemins. Le système, choqué par les crises, a été revu. La part des mutuelles a augmenté, tout comme la délégation de certaines tâches et la gestion de certains services au secteur privé dans le but de contenir les coûts sans jamais rien sacrifier des services. La préoccupation est universelle mais pas les solutions qui s'adaptent au plus près du terrain. Il y a des chômeurs en Suède, moins qu'ailleurs sans doute mais le suivi est de qualité et plutôt coercitif. Les conflits sociaux sont aussi présents mais la négociation est toujours de mise et, fait important, le respect des accords conclus est une loi pour tous. La flexibilité dans l'emploi ne fait pas consensus mais l'équilibre des sacrifices et des concessions demeure la règle. Évidemment, ce modèle n'est pas transposable en France mais nous pouvons, du moins, en retenir quelque chose.

Il n'en demeure pas moins que les choses changent au royaume des Sver et des Wendes. Les inégalités, même si elles sont moins marquées que chez nous, ont augmenté plus que partout ailleurs en Europe depuis 1995. Des tensions se font également jour et l'insertion est souvent difficile pour les immigrés et les progrès de l'extrême droite franchement xénophobe sont importants. Reste que l'action menée par les institutions et les gouvernements va toujours dans le même sens. On ne méconnaît en Suède ni la réalité, ni les difficultés à venir, ni les changements induits par les bouleversements économiques, ni les tensions mais on a là-bas ce qui fait défaut ici : l'optimisme.

Charles GUÉMÉNÉ

Soukhoï contre Rafale

L'initiative russe en Syrie arrange finalement tout le monde sauf Paris désormais isolé dans son hostilité inébranlable à l'égard du président syrien.

Barack Obama qui veut terminer son mandat en ayant retiré tous les « boys » d'Afghanistan fin 2016 - après l'avoir fait en Irak - n'a jamais eu la moindre intention d'intervenir militairement en Syrie. En 2013, confronté au défi de l'usage d'armes chimiques, il avait déjà sauté sur l'offre de désarmement opportunément orchestrée par Poutine pour se sortir de ce guêpier, abandonnant le président Hollande en plein milieu de ses préparatifs de guerre. Depuis les lignes n'avaient plus bougé. Une nouvelle fois, le président russe arrive au bon moment alors que les critiques fusaient contre l'immobilisme de l'« hegemon » états-unien de la part de ses alliés de la Coalition et d'une bonne partie du Congrès. En un an, sauf pour aider les Kurdes à Kobané et ceux du Kurdistan irakien, les frappes états-uniennes ont eu un impact fort limité, au moins en Syrie. Comme si les responsables états-uniens se contentaient d'un service minimum. Vladimir Poutine, pressé par un régime aux abois à Damas, n'avait d'autre choix que de s'engager, de combler le vide, en commençant par les territoires les plus harcelés à l'ouest. En l'occurrence, Moscou ne rivalise pas avec Washington. M. Obama ne voit pas en M. Poutine un concurrent, au grand dam des Républicains qui recensent chaque abstention comme un recul de la puissance états-unienne là où Barack Obama n'y voit que de la maîtrise de la force et la recherche de nouveaux équilibres.

Russes et États-uniens poursuivent la défense de leurs intérêts au Moyen-Orient, intérêts d'ailleurs limités au sein de leur stratégie globale et pas nécessairement contradictoires, parfois même objectivement convergents. Mais quid des Européens dont les intérêts régionaux au Proche-Orient sont prédominants ? L'Otan, qui ne semble avoir que la menace russe en Europe pour obsession, s'offusque de l'intervention russe en Syrie qu'elle situe dans

la ligne de la Crimée. L'afflux des réfugiés syriens a déplacé le champ des intérêts en Europe. Italie et Allemagne, les premiers concernés, ont donné raison au président russe.

C'est sans compter avec la France dont la politique se sépare de ses partenaires sur plusieurs points. Elle peut arguer que la grande majorité des réfugiés syriens fuient les destructions effectuées par les forces régulières qui terrorisent les civils. Que la majorité de la population sunnite ne se réconciliera jamais avec la minorité qui a accaparé le pouvoir depuis près d'un demi-siècle. Que la péninsule arabe se solidarise avec les Sunnites. La France suit sa traditionnelle politique arabe sauf que celle-ci est désormais liée à la démocratie, quelles que soient les illusions sur certains acteurs des « printemps arabes » y compris la fameuse opposition syrienne. La France continue de protéger le Liban comme hier contre les forces d'Assad père souvent avec un coût élevé. Elle doit être prête à subir aujourd'hui les conséquences de ses positions.

Les autres Européens et les États-uniens ne voient pas les concessions auxquelles leur propre position les conduira : pour ce qui concerne l'Europe, abandonner la priorité donnée à l'Ukraine ; pour les États-Unis, croire que l'on peut laisser faire le sale travail par d'autres sans partager avec eux le pouvoir absolu qu'ils détiennent.

Pour la France, il lui faudra clarifier sa position sur les Kurdes. Outre les parties arabes, la position française sur Bachar el-Assad n'est partagée que par un seul acteur extérieur : la Turquie où elle s'explique par plusieurs facteurs qui tiennent à l'histoire et à la géographie, mais d'abord au problème kurde. Les Kurdes syriens se battent contre Daech mais pour leur autonomie, ce qui ne peut rester sans conséquences sur la Turquie. Où sera la France si la Turquie reprend la guerre avec les indépendantistes kurdes ? Les États-Unis aiment s'abriter derrière les Peshmergas mais ceux-ci ne sont d'aucune utilité hors des zones kurdes, ni à Damas ni à Bagdad. Quant aux autres minorités ethniques et religieuses, notamment les Chrétiens, qui continuent de voir dans Bachar el-Assad leur protecteur, les conférences successives n'ont pas apporté de réponse quant à l'après Assad. Sur ces deux points, Vladimir Poutine a une longueur d'avance.

Yves LA MARCK

Brèves

Nigeria, le 23 septembre : Le souverain traditionnel de Warri, **Ogiamé Atuwatse II**, est décédé accidentellement. Roi depuis avril 1987, il avait dû renoncer à son projet d'abdication en 2013 après quatre jours d'émeutes organisés par ses partisans. Le nouveau souverain sera connu dans trois mois selon les lois de succession en vigueur dans cet État du Delta africain.

Russie, le 25 septembre : Devant les réticences et la pression de l'Église orthodoxe, le gouvernement russe a décidé de rouvrir l'enquête sur la mort de la famille impériale russe en 1918 et ordonné que soit effectué de nouveaux tests ADN afin de confirmer leur authentification.

Cambodge, le 27 septembre : Invité par le gouvernement chinois afin d'assister aux commémorations du 70^e anniversaire de leur victoire sur les Japonais, et après avoir effectué son bilan

de santé semestriel, le roi **Norodom Sihamoni** est revenu après plusieurs jours d'absence.

Espagne, le 27 septembre : Le fils adultérin d'**Alphonse XIII**, **Leandro de Bourbon**, aujourd'hui âgé de 86 ans, a appelé les Espagnols à voter pour l'unité du royaume à la veille des élections régionales, menacé par le séparatisme catalan. Il a été rejoint dans son appel par les deux tendances du mouvement carliste.

Roumanie, le 28 septembre : La princesse héritière **Margarita de Roumanie** et son époux en visite officielle dans la région autonome de Gagaouzie ont été accueillis par des monarchistes qui réclament le rattachement de la Moldavie à la Roumanie.

Frédéric de NATAL

Les racines du mal

Auteur de *La Grèce et les Balkans du V^e siècle à nos jours*, Olivier Delorme replace la crise grecque dans le contexte de la construction de l'État hellénique, fortement marquée par les ingérences occidentales.

Royaliste : En quoi les grandes évolutions de la Grèce expliquent-elles son rapport à l'Europe ?

Olivier Delorme : Pour les Français, depuis la Monarchie, l'État défend le bien commun, la *res publica*. Pour les Grecs, discriminés pendant cinq siècles comme chrétiens par les Ottomans, l'État a été un prédateur envers lequel ils entretenaient une relation de méfiance, notamment par rapport à l'impôt, tout en devant s'en s'attirer les bonnes grâces. Puis l'État grec, qui naît entre 1829 et 1832, donne aux Grecs le sentiment de ne pas être vraiment le leur.

Royaliste : Dans quelles conditions l'indépendance est-elle acquise ?

Olivier Delorme : Au terme d'une guerre très meurtrière (200 000 morts), de 1821 à 1830, et grâce à l'intervention de la France, de l'Angleterre et de la Russie, qui vont transformer cette indépendance en tutelle. L'État grec naît endetté et enchaîné aux volontés de Londres qui a prêté l'argent nécessaire à la lutte. Dès l'indépendance, la Grèce se voit imposer son régime politique et des frontières à l'intérieur desquelles habitent moins de 800 000 Grecs alors que 2,3 millions d'entre eux restent sujets ottomans. La construction territoriale ne sera achevée ou presque (le Dodécanèse est rattaché en 1947) qu'en 1918, après un siècle d'affrontements avec l'Empire ottoman.

Royaliste : Quel est le régime de la Grèce indépendante ?

Olivier Delorme : Durant la guerre d'indépendance, inspirée par la Révolution française, les Grecs s'étaient donnés un régime constitutionnel. En 1832, on leur impose ce qu'ils nomment la bavarocratie : une monarchie absolue, sans Constitution, un roi bavarois et catholique, Othon I^{er}, dans un pays à 99 % orthodoxe, une cour et des mercenaires bavarois, reléguant les Grecs à des rôles d'exécution.

Royaliste : Quand cela change-t-il ?

Olivier Delorme : En 1843, une première révolution impose une Constitution au roi. Chassé par une seconde révolution en 1862, il est remplacé par Guillaume de Glücksburg, prince de Danemark, devenu le roi Georges I^{er}, qui a l'intelligence politique de parlementariser le régime en 1875. Et avant comme après, les Européens, notamment les Anglais, multiplient les ingérences, parfois violentes dans les affaires de la Grèce.

Royaliste : Et sur le plan économique ?

Olivier Delorme : La domination ottomane a légué une arriération économique par rapport à l'Europe occidentale, puis la construction territoriale a polarisé les efforts au détriment du développement économique. Deux hommes, Charilaos Trikoupis entre 1875 et 1895, puis Elefthérios Vénizélos à partir de 1910, mettent en œuvre une politique volontariste de modernisation des infrastructures, de la flotte (première source de devises), de l'agriculture ainsi que de la scolarisation. Politiquement, ils sont à la fois partisans du modèle institutionnel de la monarchie parlementaire britannique et proches de la France de la III^e Répu-

blique. M. Vénizélos est en outre à l'origine d'une première industrialisation, des premières lois sociales. Sa réforme agraire transforme la Grèce en un pays de petits propriétaires, élément fondamental pour comprendre l'impact de l'impôt foncier que la Troïka a récemment imposé. L'un et l'autre donnent enfin à nombre de Grecs le sentiment que l'État grec est le leur.

Royaliste : La Grèce est alors en bonne voie ?

Olivier Delorme : À contretemps de la longue dépression économique en Europe occidentale qui affecte les exportations grecques, la politique de M. Trikoupis, financée par l'emprunt, s'achève par une banqueroute partielle. Quant à M. Vénizélos, il obtient d'immenses gains territoriaux à l'issue des guerres balkaniques



Olivier Delorme

(1912-1913) puis de la Première Guerre mondiale. Mais en engageant le pays en Asie Mineure, il crée les conditions de la guerre gréco-turque qui se termine en 1922 par la « Grande Catastrophe » : chassés de Turquie, 1,5 million de réfugiés grecs arrivent sans rien dans une Grèce de 4,7 millions d'habitants. C'est pour le pays, affaibli par dix ans de guerre, un traumatisme économique, social et démographique majeur. D'autant qu'avec la crise de 1929, la Grèce est prise dans un ravageur effet de ciseaux : les prix de ses exportations agricoles s'effondrent alors que ceux des produits industriels qu'elle doit acheter baissent dans une moindre mesure. Et la crise politique qui s'ensuit débouche sur une dictature.

Royaliste : Le roi n'est donc plus en place ?

Olivier Delorme : Chassé en 1917, il revient en 1920, est à nouveau chassé en 1922. Son fils est rappelé en 1935 à la suite d'un plébiscite truqué, et patronne le coup d'État du général Metaxàs qui, en 1936, établit une dictature couronnée inspirée du régime mussolinien, ouvrant un cycle qui ne prend fin qu'en 1974.

Royaliste : Entre-temps il y a l'occupation allemande...

Olivier Delorme : C'est l'une des plus dures d'Europe. Le pays est pillé et ses infrastructures sont totalement détruites. Les occupants provoquent une famine qui tue au moins 260 000 Grecs durant l'hiver 1941-1942 ; en 1945, le pays a perdu de 8 à 9 % de sa population (1,5 % en France). Cela explique, aujourd'hui, le retour de la question des réparations face à la dureté des exigences allemandes. Par ailleurs, Churchill divise une Résistance particulièrement massive en aidant les mouvements qui acceptent de se rallier au roi, contre le plus important d'entre eux, organisé autour des communistes. Et à la Libération, ayant obtenu les mains libres de Staline, il mène une politique de force qui déclenche une guerre civile avec de nouvelles destructions, 150 000 morts, 80 000 exilés, 70 000 prisonniers politiques, 900 000 déplacés... alors que l'Europe occidentale se reconstruit dans la démocratie. Désormais sous la tutelle des États-Unis, la Grèce est une monarchie d'apparence parlementaire, mais où la vie politique est faussée par des forces extra-constitutionnelles, liées à la CIA, dont sont issus les colonels qui s'emparent du pouvoir en 1967.

Royaliste : Jusqu'au rétablissement de la démocratie en 1974...

Olivier Delorme : La normalisation démocratique du pays, pilotée par Konstantinos Karamanlis, correspond à son entrée dans l'Europe : associée à la CEE en 1961, la Grèce en devient membre en 1981. Pour beaucoup de Grecs (aujourd'hui encore), cet ancrage européen apparaît comme une garantie contre un retour vers la dictature ; pour d'autres, qui le contestent, légèrement majoritaires en 1981 (c'est le cas alors du

PASOK), il est une conséquence de l'appartenance au « camp occidental » issue de la guerre civile. Surtout, les Grecs croient que l'Europe va leur permettre d'atteindre le niveau de vie occidental, alors qu'elle change de nature rapidement après leur adhésion.

Royaliste : Les premières années lui sont pourtant fastes ?

Olivier Delorme : La Grèce bénéficie en effet des aides accordées par la CEE aux pays les plus pauvres, mais celles-ci diminuent avec l'intégration des pays d'Europe de l'Est dans les années 1990. Et la Grèce, pays de petite agriculture vivrière, avec une industrie lourde et un tissu de petites entreprises familiales, va être durement touchée par l'ouverture incontrôlée des frontières européennes. La construction d'un État social, que n'avait pas fait l'État autoritaire pendant les années de croissance économique, intervient aussi à contretemps dans une période de crise mondiale et provoque l'endettement.

Royaliste : L'euro a-t-il accentué cette situation ?

Olivier Delorme : La hausse de l'euro jusqu'en 2008 aboutit à une surévaluation proche du double du taux de change optimal pour la Grèce : aucune économie ne peut résister à pareil décalage, ravageur pour la production nationale et générateur de déficit commercial, financé par la dette. Tandis que les faibles taux d'intérêt font l'effet de la morphine : dans un pays où l'endettement privé était très faible, il croît de 20 à 30 % par an. De plus, du fait de l'absence de solidarité européenne face à la menace turque, la Grèce doit soutenir un effort d'armement disproportionné qui profite à l'Allemagne et à la France. Ramenée de 110 % du PIB à 100 % entre 1996 et 2000, la dette repart à la hausse à partir de 2004 (jeux Olympiques, augmentation des dépenses d'armement) puis avec l'intervention de l'État pour soutenir l'activité lors de la crise de 2008. Surtout, l'euro prive le gouvernement grec de tout moyen pour casser la spéculation lorsque celle-ci se déchaîne en 2009. En conditionnant son aide à « une stratégie du choc » déflationniste d'inspiration néolibérale, l'Union européenne plonge le pays dans une dépres-

sion économique plus grave que celle des États-Unis en 1929 (baisse de 30 % du PIB en 5 ans), provoquant une crise sociale et humanitaire - tandis que la dette s'envole à 177 % du PIB ! L'inefficacité de ces aides et les conditions antidémocratiques de leur attribution aboutissent à la victoire de Syriza, parti de gauche dite radicale, en janvier 2015, sur le thème de la dignité et avec un programme de relance.

Royaliste : Quelles perspectives pour la Grèce ?

Olivier Delorme : Après six mois de résistance et un référendum sur les exigences des créanciers le 5 juillet (61,3 % de Non), le gouvernement a cédé le 13 - faute d'avoir préparé, ou même envisagé la seule alternative possible à une capitulation : la sortie de l'euro. La très forte abstention (43,4 %) lors des législatives du 20 septembre a exprimé une profonde désillusion et le discrédit de toute parole politique. Un front anti-euro n'ayant pas eu le temps de se structurer, les Grecs ont refusé de rendre le pouvoir aux partis qui y ont alterné de 1974 à 2015 et reconduit Syriza... qui va donc mener une politique contraire à son programme de janvier. Le gouvernement ne disposant que de quatre sièges de majorité, la crise politique générée par la politique européenne est néanmoins loin d'être résolue.

**Propos recueillis
par Laurent LAGADEC**

Olivier Delorme — « **La Grèce et les Balkans. Du V^e siècle à nos jours** », Tome I, Gallimard, coll. Folio histoire (n° 220), 704 pages, 10/2013, prix public : 10,90 €.

« **La Grèce et les Balkans. Du V^e siècle à nos jours** », Tome II, Gallimard, coll. Folio histoire (n° 221), 800 pages, 10/2013, prix public : 10,90 €.

« **La Grèce et les Balkans. Du V^e siècle à nos jours** », Tome III, Gallimard, coll. Folio histoire (n° 222), 816 pages, 10/2013, prix public : 10,90 €.

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

[http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/
agir/donation](http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation)

Tél. : 01.42.97.42.57

Paul Jorion lecteur de Keynes

John Maynard Keynes est trop souvent réduit à quelques formules. Comme toute œuvre majeure, sa théorie ne cesse cependant d'être l'objet de lectures et d'interprétations stimulantes. Le dialogue entre Paul Jorion et Keynes retient tout particulièrement l'attention.

On dit que les économies des Trente glorieuses ont été keynésiennes. On parle d'une politique keynésienne du déficit budgétaire. On évoque la relance keynésienne de la demande des ménages et l'on fait de Keynes le champion de la lutte contre le libéralisme économique. Bien entendu, cela ne permet pas de caractériser l'œuvre de l'ancien étudiant de Cambridge - tellement britannique par sa rigueur et ses pas de côté.

Pour comprendre une œuvre, il faut au moins l'avoir lue tout entière. Alors qu'on se contente d'ordinaire de la *Théorie générale*... (1) ou de fragments de ce livre, Paul Jorion a lu ou relu tous les textes, les explique et s'explique avec Keynes au fil d'un long dialogue savant. (2) Sans nier l'importance théorique du débat sur la formation des prix et sur le calcul du taux d'intérêt, mais sans oublier qu'ils trouvèrent après la guerre des solutions pratiques dans le système des prix administrés et dans la nationalisation partielle du crédit, il importe de souligner les apports décisifs et les ambiguïtés de la pensée keynésienne telle qu'elle se développe entre le traité de Versailles et les accords de Bretton Woods.

Keynes, c'est d'abord **une pensée de l'incertitude**. Face aux « données » chiffrées et aux évidences mathématiques des experts, Keynes affirme que nous n'avons qu'une idée très vague des conséquences de nos actes, à l'exception des plus directes. Le calcul rationnel effectué par l'individu égoïste est une fiction car on ne juge pas seulement selon ses préférences personnelles : dans le célèbre exemple du

concours de beauté, celui qui gagne n'est pas celui qui choisit la fille la plus belle à son goût mais celui qui devine que la majorité des suffrages se portera sur un certain type de beauté. Le calcul est stratégique : comme dans le pari boursier, on se calque sur le comportement réel ou supposé des autres. Selon Paul Jorion, la théorie keynésienne de l'incertitude n'est pas pleinement satisfaisante mais elle fait exploser tous les calculs sur le prix des produits financiers et sur la gestion des risques dont nous sommes quotidiennement abreuvés.

Keynes dénonce la **déflation** - brûlante actualité. Dans l'entre-deux-guerres comme aujourd'hui, les libéraux affirment



Paul Jorion

que les salaires doivent baisser en raison de la « dure réalité ». La réalité, c'est que la pente baissière n'est pas naturelle : les salaires baissent parce que la déflation provoque un chômage qui affaiblit les travailleurs face aux patrons. La réalité, c'est que l'idéologie dominante nous fait croire que les revenus du travail sont toujours négociables et compressibles, alors que les revenus du capital ne sont jamais négociables ni compressibles. Surtout, la déflation salariale est à combattre parce qu'elle détruit les conditions de la vie en commun.

Face à la Grande Dépression, Keynes se prononce en 1933 pour l'**autosuffisance nationale** et dénonce la libre circulation des capitaux : « faisons en sorte que la finance soit essentiellement nationale. » Cette dénonciation porte en elle le programme d'une écologie à venir : « Nous détruisons la beauté des campagnes parce que les splendeurs inappropriées de la

nature sont sans valeur économique. Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne versent pas de dividendes. »

Keynes n'a cessé de militer **contre l'étalon-or** rétabli par Winston Churchill en 1925 : ce système fondé sur une « relique barbare » aggrave les inégalités entre les nations et à l'intérieur de celles-ci puisque le règlement du déficit commercial par des sorties d'or pousse à la déflation salariale en vue de rétablir un bon niveau d'exportations. Après la guerre, Keynes défendra sans succès, à Bretton Woods, le principe d'un système monétaire international fondé sur une unité de compte commune, le *bancor*, permettant d'éviter que les nations en déficit soient livrées à la déflation et prohibant les mouvements spéculatifs de capitaux et l'évasion fiscale.

En assignant aux économies nationales un objectif de **plein emploi**, Keynes s'affirme-t-il socialiste ? Paul Jorion, qui examine longuement la question, souligne l'hostilité résolue de l'auteur de la *Théorie générale* à Karl Marx, d'une part, et à l'Union soviétique d'autre part. Il y a bien du socialisme dans son souci de justice sociale qui exclut tout amour de l'argent, dans son idéal du service public, dans sa dénonciation de l'utilitarisme et du laisser-faire. Mais l'**euthanasie du rentier** est un mot d'ordre dicté par la volonté de sauver le capitalisme dès lors que ses entrepreneurs se consacrent aux investissements productifs créateurs d'emplois.

Les faiblesses théoriques de l'œuvre keynésienne s'accompagnent d'ambiguïtés politiques. Keynes a justement critiqué l'idéologie du marché et ouvert la voie aux heureuses mises en œuvre des politiques dirigistes de l'après-guerre tout en récusant la planification qui fut l'un des facteurs du plein emploi. Comme l'écrivait François Perroux, « l'immense succès de J. M. Keynes est fait d'éléments que le meilleur de lui-même n'eût sans doute pas tous acceptés. » (3)

Bertrand RENOUVIN

(1) John Maynard Keynes – « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* », réédition Payot, 1997.

(2) Paul Jorion – « **Penser tout haut l'économie avec Keynes** », Odile Jacob, 09/2015, 320 pages, prix public : 23,90 €.

(3) François Perroux – « *Marx, Schumpeter, Keynes* », in Œuvres complètes, Vol. 5, Presses universitaires de Grenoble, 1993.

L'histoire dont nous sommes en deuil ?

Le sujet aurait pu donner lieu à un essai superbement construit, reprenant les choses de A à Z dans un discours impeccablement référencié. Mais Régis Debray a perdu le goût des grandes synthèses qu'il ne dédaignait pas autrefois. Sans doute pense-t-il aussi qu'un Pierre Nora pourrait avantageusement se consacrer à la tâche, fort de tout un savoir accumulé. Lui a préféré se livrer à nous sous la forme d'une étrange confession, qui est tout à fait dans sa manière mais qui, ici, conspire un peu à brouiller les pistes. Non, vous ne m'aurez pas, en m'enfermant dans ma trop évidente nostalgie. Je ne me prends pas autant au sérieux que vous le croyez, et s'il m'est dur de dire adieu à mes illusions de jeunesse, je ne vous permettrai pas de m'enfermer dans le rôle de contempteur du temps présent. Et sur ce terrain, l'orfèvre joue sur la drôlerie, parfois canularique et l'auto-dérision. N'empêche que c'est l'occasion pour lui de dire au passage ce qui lui tient le plus à cœur, tout en analysant impitoyablement ce qu'il faut bien appeler le changement de paradigme que nous vivons intensément.

Bien sûr, le débat fait rage à la suite des annonces pour le moins imprudentes de madame Vallaud-Belkacem, la saison dernière. C'est de l'Histoire qu'il s'agit, de notre roman national qu'il faudrait abandonner ou soumettre à révision radicale. Régis Debray est, d'évidence, partie prenante, je crois même que la ministre l'a invité à déjeuner pour sans doute l'amadouer. Car il est coriace le bougre : « *C'est quoi l'Histoire pour vous ? Réponse : ce qui me met les larmes aux yeux point final. L'aile de l'inexorable ne m'a pas encore frôlé que la cornée déjà s'embrume : c'est à cette humiliation que je détecte qu'il y a du Sophocle et du Shakespeare en arrière plan (...) j'aurais bien voulu, cela étant, ne pas avoir à glisser un paquet de kleenex dans ma poche chaque dix-huit juin quand je vais écouter le chant des partisans au mont Valérien en demandant à mes voisins de bien vouloir excuser mon rhume des foins.* » On ne saurait mieux dire que l'Histoire est autre chose qu'un discours distancié pour décrire la trame du temps. Elle s'accroche aux fibres les plus intimes, sans doute à ce que la Bible appelle « les entrailles de miséricorde ». Car c'est elle qui façonne l'être de l'individu, en le dotant d'un imaginaire qui lui confère l'intensité de son regard sur le monde.

La polémique fait rage en ce moment dans les colonnes de *Libération* sur le thème « Stop à la réac'academy » et Laurent Joffrin vise directement Régis Debray en schtroumpf grognon, qui ne rêverait que d'un passé légendaire, médierait d'un présent médiocre et prédirait un futur forcément lugubre. Passons sur l'expression surjouée « c'était mieux avant » qui relève du procédé. Comme si tout le monde n'était pas forcément d'accord sur le constat bain-villien que « Tout a toujours très mal marché ». La question n'est pas là. Elle touche à un substrat anthropologique, où se décident

des mutations cruciales. Et là, Régis Debray, au travers de son ironie toujours teintée d'humour, nous fait passer un message qui nous transperce. Ainsi, quand il parle de l'avènement de Giscard d'Estaing en date du 19 mai 1974 : « *Que ce fringant crépuscule avec ses quatre jokers de l'Apocalypse qui nous arriveront bientôt de l'intérieur à pas feutré - trader, comique salarié, chômeur et fils de pub - m'ait échappé sur le moment ne plaide pas pour ma perspicacité, mais peut s'expliquer parce que d'abord, nul n'est contemporain de son présent ; ensuite, plus radical est un bouleversement, mieux il sait s'enfourer ; enfin nous sommes si habitués à voir des non-événements transformés en événements par nos communicants que nous oublions que l'opération inverse peut tout aussi bien nous pendre au nez et habiller une rupture anthropologique en victoire électorale.* » Les gens sérieux se récrieront à comprendre que c'est bien de Giscard qu'il s'agit dans ce portrait d'un « *prince charmeur et compétent, un Alcibiade polytechnicien et chuintant, un rejeton des meilleures familles, décriant le criard et fuyant l'anguleux* » coupable d'une telle rupture. Mais c'était bien le cas : libéral et centriste, l'homme du changement signifiait l'adieu à De Gaulle et à tout ce qu'il incarnait.



Bien sûr, Joffrin et ses amis ont le droit d'être en désaccord. Et au passage, ils doivent bien admettre leur complicité libérale-libertaire avec cette rupture. Mais la probité intellectuelle leur commanderait d'admettre la vraie dimension de leur dissentiment, qui ne saurait être recouverte par les bas procédés de la polémique. La nostalgie grognonne que l'on peut moquer superficiellement n'a-t-elle pas des titres supérieurs à faire valoir ? Dans la trajectoire de la flèche, jetée avec une apparante désinvolture, il y a des cibles que l'on ne saurait récuser : « *Le démon de l'absolu nous a quittés en emportant dans ses bagages le noir et le blanc, bon débarras, tant pis pour l'amour immodéré du vrai qui fait le fanatique et tant mieux pour les nuanciers et les étalonnages. Mais la remise à l'horizontal d'une société de consommateurs impatientes voulant tout tout de suite ne fait pas que décourager l'épargne et l'investissement en encourageant les achats d'impulsion, voire à piquer dans la caisse. Elle devra faire face à l'insurrection meurtrière des verticales, refoulées aux confins, dont le feu sacré viendra nous lécher les pieds.* »

C'est un langage que le plus insensible des auditeurs peut comprendre, à moins que les leçons de l'actualité dernière n'ait servi de rien. Il peut se trouver qu'à un petit matin blême, une bande de lurons cultivant la désinvolture soit fusillée à bout portant par des lascars qui ne goûtent pas du tout la plaisanterie. Alors il sera temps de se réveiller, de faire cortège. Mais s'il était déjà trop tard, et si à dédaigner l'épaisseur historique qui nous constitue en peuple, nous n'ayons même plus les armes nécessaires à la défense de la liberté ?

Gérard LECLERC

Régis Debray – « **Madame H** », nrf Gallimard, coll. Blanche, 10/2015, 160 pages, prix public : 14 €.

Fine équipe...

Les livres traitant de la Seconde Guerre mondiale abondent. Nous nous en tenons à ceux qui nous semblent apporter quelque chose de nouveau à la question, comme ce fut le cas pour l'ouvrage de Jean Lopez sur les *Cent derniers jours d'Hitler*. Le dernier ouvrage de Jean-Paul Bled en fait aussi partie.

Le Troisième Reich n'a pu s'installer et donner sa pleine et abominable mesure que par la conjonction de plusieurs facteurs dont chaque est insuffisant, seul, à avoir rendu ce phénomène historique possible. Les hommes tiennent là une place prépondérante. C'est à eux que s'intéresse Jean-Paul Bled, grand spécialiste de l'histoire de l'Allemagne avec *Les hommes d'Hitler*. (1) Ce livre n'est pas un dictionnaire mais une analyse fine et très structurée de l'entourage du führer, visant à éclairer le lecteur à la fois sur les personnalités mais plus important encore, sur les rapports que ses collaborateurs entretenaient avec lui et peut-être plus important encore, entre eux.

Jean-Paul Bled fait le choix de présenter vingt-trois portraits et autant d'itinéraires qui apportent un éclairage essentiel pour comprendre la genèse et le développement de l'« expérience » nazie. Une analyse poussée oblige à classer. C'est ce que fait l'auteur en rangeant ces différents personnages, vingt-deux hommes et une femme, en cinq catégories. D'abord celle qui regroupent

trois personnes, rangées sous le vocable « idiots utiles » qui sans être nazies ont permis par leur bêtise ou plus souvent par leur aveuglement à Adolf Hitler d'accéder au pouvoir.

La deuxième catégorie comprend le premier cercle des proches, les compagnons les plus anciens, tel Hermann Göring, Joseph Goebbels ou les favoris venus plus tard tel Albert Speer. **Viennent ensuite** les « civils » tel Alfred Rosenberg l'idéologue ou Reinhard Heydrich « l'architecte du génocide ». **Les militaires** suivent avec Wilhelm Keitel « le laquais d'Hitler » ; Heinz Guderian, Erwin Rommel et Karl Dönitz. **Catégorie suivante** : les artistes telle Leni Riefenstahl. **Ferment la marche** les « éliminés » comme Ernst Röhm, disparu durant la « Nuit des Longs Couteaux ».

Les portraits sont détaillés en allant droit au but, on y apprend beaucoup, même des éléments auxquels on ne pourrait pas s'attendre. Tous ces personnages ont eu une influence essentielle et ont partagé le pouvoir, au milieu des querelles, des pièges et des haines. Tous ont été subjugués par Adolf Hitler, sa pensée et son expression mais certainement pas par sa force de travail. Tous sont responsables devant l'histoire pour avoir obéi aux ordres, souvent vagues et jamais écrits, et mis en application, souvent en devançant la volonté du maître. Paresseux par nature, le führer laissait le champ libre quant à l'exécution de ses desseins, jamais quant à leur conception. Ouvrage essentiel à lire pour mieux comprendre.

Pascal BEAUCHER

(1) Jean-Paul Bled — « *Les Hommes d'Hitler* », Perrin, 08/2015, 506 pages, prix public : 24,90 €.

La guerre à Liège

En août 1914, l'application du plan Schlieffen fut retardée par la résistance de Liège et de sa ceinture de forts. Maints civils belges payèrent de leur vie l'héroïsme des soldats qui permirent aux armées alliées de gagner un temps précieux.

Le 4 août 1914, les Allemands violent la neutralité de la Belgique. Le territoire est envahi afin de surprendre l'armée française. Pour que le plan Schlieffen réussisse, il faut que l'armée allemande s'empare de Liège, protégée par une ceinture de forts, par reddition ou de vive force. Le roi Albert I^{er} et le gouvernement ayant refusé que l'armée allemande traverse le pays, la ville est attaquée mais ne se laisse pas prendre.

Pourtant, les 5 et 6 août, les Allemands ont soumis Liège à des bombardements nocturnes par zeppelin pour terroriser la population et les forts sont pilonnés. Comme l'armée belge résiste, des civils sont massacrés dans les villages alentour - et d'autres encore par vengeance, à Liège, après la bataille. Début d'une pratique sauvage qui deviendra massive pendant la Seconde Guerre mondiale, chez les troupes SS comme dans la Wehrmacht... Le dernier fort explosera le 15 août et cette résistance acharnée fut salvatrice pour les armées alliées.

Un livre remarquablement documenté et illustré (1) commémore la bataille de Liège et décrit les différents aspects de

la vie à Liège et en Wallonie avant la guerre puis sous l'occupation allemande : attitude des autorités locales, évolution des activités économiques, vie culturelle, action caritative...

La guerre contre le Reich se poursuit grâce aux réseaux de renseignements et les civils belges qui en font partie anticipent la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. La population francophone et francophile souhaite ardemment la victoire des Alliés et de nombreux Liégeois, choqués par l'agression allemande, ont participé aux actions de résistance. Les Belges vivant dans les territoires occupés souffrent du manque de nourriture et de vêtements, du chômage forcé et participent généreusement aux nombreuses œuvres de bienfaisance. L'économie liégeoise sera ruinée par la puissance occupante, qui procède à un pillage systématique des ressources locales et menace les ouvriers récalcitrants de déportation. Là encore, les Allemands expérimentent des méthodes appelées à se généraliser...

Le 7 août 1914, le président Raymond Poincaré décerna la Croix de la Légion d'honneur à la ville de Liège. Le président de la République remit cette distinction au bourgmestre Gustave Kleyer le 24 juillet 1919.

N'oublions pas ce que nous devons à la Belgique.

B. LA RICHARDAIS

(1) Sous la direction de Christine Maréchal et Claudine Schloss : « *1914 - 1918, Vivre la guerre à Liège et en Wallonie* », Éd. du Perron, 2014, prix public : 30 €.

Actualités de la Nouvelle Action royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredis 21 et 28 octobre : Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 4 novembre : Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de sciences de la terre et de la vie et docteur ès sciences, **Gilles PISON** est directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED) où il est rédacteur en chef de la revue *Population et Sociétés*. Il est professeur au Muséum national d'histoire naturelle et enseigne également à l'École des Ponts ParisTech. Il préside le Conseil scientifique de l'Institut de recherches pour le développement.

Gilles Pison mène des recherches sur les changements démographiques et sanitaires dans le monde avec un intérêt particulier pour l'Afrique. Il a publié de nombreux ouvrages de référence sur **l'évolution de la démographie mondiale**, et contribue à l'information du grand public sur les questions de population par le biais aussi d'expositions et d'interventions dans les media. Il nous parlera de **la population mondiale et des outils dont dispose la société pour agir sur son évolution**.

Commission Exécutive

Le Comité Directeur de la Nar a décidé la création d'une **commission exécutive** chargée d'aider le Directeur général dans ses tâches et placée sous son autorité, libérant le Comité Directeur de toute préoccupation administrative. Elle se réunit tous les quinze jours, et a pour mission de veiller au bon fonctionnement de notre mouvement, de gérer les questions financières au côté du Directeur général, d'assurer enfin les relations avec les adhérents.

Cette commission exprime le souci de notre mouvement d'une gestion plus participative et d'une meilleure répartition des responsabilités. Elle manifeste enfin la volonté de notre mouvement de se doter d'une direction tenant compte des mutations techniques. La commission exécutive se compose de six membres : Nicolas Palumbo, Pascal Beaucher, Régine Judicis, Laurent Lagadec, Christophe Barret. Jean-Marie Tissier, conseiller national en assure le secrétariat.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte à lettres 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Souscription 2015

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Durant la saison estivale, notre site s'est étoffé

la collection complète du journal *Royaliste* depuis 1971 est en ligne sur le site :

<http://archivesroyalistes.org>

Abonnement, adhésion et librairie

règlement à l'ordre de : la Nouvelle Action royaliste (NAR)

Grande braderie annuelle ! dans les locaux :

livres anciens de 2 à 5 €

et livres récents à moitié prix

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - boîte à lettres 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Dir. de la publication délégué :
Pascal Beaucher

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Irreal politik

R*éal politik* : être contre. Tel est l'un des principaux critères du bien-penser. Il s'accompagne d'ordinaire de la condamnation de la politique gaullienne. Par une fine dialectique, le refus hautain de la *real politik* se fit au nom de la réalité qui convenait à la classe dirigeante : celle d'une France toute petite, qui avait vécu « au-dessus de ses moyens ».

Valéry Giscard d'Estaing lança cette thématique ; elle fut reprise par une gauche qui voulait recycler son internationalisme et son pacifisme dans l'Europe des traités. La gent socialiste broda sur « l'État modeste », les droits de l'homme, le droit d'ingérence humanitaire contre « l'égoïsme national » - sans oublier « l'Europe qui doit parler d'une seule voix ». C'est cet assemblage de sous-produits idéologiques qui tient lieu de doctrine dans les relations avec l'étranger. L'oligarchie française s'est imprégnée de la religiosité états-unienne, de la « guerre morale » du Bien contre le Mal, en vue de la démocratie par l'économie de marché. L'échec est total : les conséquences de l'*irreal politik* ont été cent fois pires que les froids compromis de la *real politik*.

Après l'opposition à la croisade américaine en Irak clairement exprimée par Jacques Chirac et Dominique de Villepin en 2003, les gouvernements français n'ont plus rien empêché et fini par tout admettre. Le dénigrement de la Russie est une activité officielle. Après avoir stupidement participé à la « guerre morale » pour le Kosovo, la France n'a plus eu de politique dans les Balkans livrés aux potentats locaux, aux pro-consuls occidentaux et à la corruption endémique. Nous venons d'abandonner l'Afghanistan à son épouvantable sort. Avec l'Arabie saoudite et le Qatar, les principes moraux et démocratiques ont été sacrifiés sans l'ombre d'un scrupule à des accords commerciaux rentables et à des pactes infâmes dont les historiens nous livreront le détail. En Syrie, François Hollande et Laurent Fabius ont levé l'étendard de la lutte contre le despotisme et ont fourni des armes au Front al-Nosra, succursale d'Al-Qaïda, contre le dictateur de Damas. Lorsque le projet de frappes sur Damas a été bloqué par le vote du Congrès des États-Unis, des interrogations majeures auraient dû surgir. Tel n'a pas été le cas. L'aviation française bombarde Daech en

Irak de manière supplétive et sans effets marquants. Nous décidons de bombardements en Syrie, au mépris du droit international, tout en continuant de militer pour le départ de Bachar el-Assad ; François Hollande ne voit pas que les États-Unis vont s'entendre avec la Russie et s'accommoder du régime syrien faute de solution alternative.



Si la France veut retrouver son rang dans le monde, les gouvernements à venir devront abandonner le mélange de discours moralisateurs, d'affairisme cynique, de corruption manifeste et pour finir de reddition humiliante aux diktats états-uniens ou allemands. Il faut en revenir aux principes qui orientaient, en ses meilleurs moments, la diplomatie française.

Les États donnent la priorité à leurs intérêts nationaux sur les affinités idéologiques et les solidarités religieuses. Les rois de France et de Castille eurent un projet d'alliance contre les Ottomans avec Tamerlan ; les rois de France se sont alliés avec la Sublime Porte contre Vienne ; les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France combattante se sont alliés avec l'Union soviétique contre l'Allemagne.

Les États nouent des relations avec les États, non avec des régimes politiques. Ce sont les constantes et les évolutions géopolitiques qui priment sur les sympathies et les antipathies, dans la recherche de compromis assurant le retour ou le maintien de la paix.

La France n'a pas d'amis. Elle choisit des alliances qui peuvent changer. L'Allemagne de l'Ouest servit de glacis à la France pendant la Guerre froide. Il s'agit aujourd'hui d'en finir avec la domination allemande. En Europe continentale, l'alliance avec la Russie s'impose et le recul de l'influence états-unienne est hautement souhaitable. Au Proche-Orient, une solution politique de très long terme doit être trouvée en concertation avec les Russes, les Iraniens et les États qui subsistent dans la région - en évitant que les États-Unis soient maîtres du jeu.

La France ne retrouvera sa puissance que si elle développe ses capacités militaires, ses échanges économiques et ses échanges culturels. Pas de puissance retrouvée sans souveraineté réaffirmée.

Bertrand RENOUVIN